La construction de commons comme alternative à la privatisation des connaissances

Promesses et difficultés

Benjamin Coriat

Économiste, professeur des universités, Université Paris 13, Centre d'économie Paris-Nord (CEPN-CNRS), UMR 7231, UFR de Sciences économiques, 99, avenue Jean-Baptiste Clément, 93430 Villetaneuse, France.
coriat@club-internet.fr

Bonjour à tous. Les premiers intervenants de ce colloque ont souligné la multiplicité des enjeux qui se nouent autour de la propriété intellectuelle. L'exemple d'un seul brevet (le cas exposé précédemment par D. Stoppa-Lyonnet du brevet BRCA1) permet de donner une illustration de la complexité et de l'intensité des procédures visant à faire en sorte qu'un brevet ne soit pas exploité de manière abusive. Si l'on se souvient qu'il existe plusieurs milliers de brevets concernant des gènes, on comprend aisément que déclencher des procédures ayant pour objectif de stabiliser le bon usage de l'ensemble de ces brevets serait extrêmement onéreux. Les renoncements à établir ce bon usage et l'acceptation des positions abusives sont ainsi, en pratique, inévitables.

Devant cette situation, une action citoyenne et associative, souvent lancée par des professionnels de la recherche, s'est alors développée afin de limiter l'extension irraisonnée des brevets et prévenir les abus dans leurs usages.

Parmi les initiatives les plus remarquables figurent celles qui ont consisté à favoriser l'essor des « commons ». Ceux-ci supposent la mise en place de règles « d'accès et de bénéfices partagés » aux informations

et aux connaissances, règles auxquelles travaillent des collectivités d'acteurs. Les commons sont ainsi des entités juridiques qui proposent de nouveaux usages des ressources qu'offre le droit de la propriété intellectuelle. Ces entités nouvelles que sont les commons fractionnent les différents attributs de la propriété intellectuelle et les partagent afin de les distribuer entre différentes parties prenantes. L'objectif des commons est ainsi de rendre possible un accès conjoint à l'information technique et scientifique et aux résultats obtenus par son traitement.

Le but de mon intervention est de présenter la nature de ces entités nouvelles. Celles-ci ont permis l'émergence d'un phénomène nouveau, les communautés d'innovateurs. Dans les commons, des entités autrefois placées en situation de rivalité se rapprochent pour organiser la coopération entre elles. La participation à un commun garantit à chacune des entités parties prenantes de disposer des informations produites au sein du commun et (souvent) le partage des bénéfices de l'innovation qui résultera de la coopération.

Après avoir présenté rapidement les conditions qui ont permis le retour des commons, j'indiquerai en quoi ceux-ci apportent des solutions nouvelles aux problèmes posés par la montée de l'exclusivisme en matière de propriété intellectuelle. Je conclurai brièvement en indiquant en quoi les commons renouvellent notre compréhension des phénomènes d'innovation.

Le retour des communs

Dans leur essence, les communs constituent une réaction aux abus de la propriété exclusive qui s'est étendue de manière continue au cours de 30 dernières années. L'ouverture de nouveaux domaines à la brevetabilité et le fait que les logiciels soient devenus brevetables dans le cours des années 1980 ont joué un rôle déterminant en la matière.

Le durcissement de la propriété intellectuelle résulte de divers éléments. Nos recherches ont permis de démontrer que la propriété intellectuelle s'est fortement étendue à partir d'un postulat idéologique qui a progressivement gagné une grande influence. Selon ce postulat, le marché est un opérateur efficace pour assurer la diffusion des connaissances et leur bonne transaction. Le fait d'intégrer la connaissance à des procédures de marché est alors présenté comme un moyen de favoriser tant sa production que sa diffusion. Dans ces représentations, d'essence néolibérale, conserver la connaissance dans le domaine public est présenté comme moins efficace que de passer par sa marchandisation. Notons que cette idéologie est aujourd'hui très puissante. Ainsi l'Union européenne affiche aujourd'hui ouvertement sa volonté, suivant ses propres termes, de mettre en place « un grand marché européen de la connaissance ». Le terme de « marché » a ainsi remplacé celui de « communauté ».

Cependant, le fait de rendre plus souples les critères de brevetabilité et d'introduire de nouveaux objets dans le domaine brevetable (ainsi des logiciels et algorithmes mathématiques ou des gènes, etc.) et d'attribuer des droits exclusifs très étendus aux détenteurs des brevets (cas des brevets dits « à large spectre ») a souvent abouti à un résultat contraire à ce qui était espéré. En effet, la « qualité » des brevets a fortement diminué. Avec le relâchement des critères de brevetabilité, le détenteur de droits ne sait plus vraiment ce qui est protégé. Cette situation fait apparaître une zone d'incertitude extrême parmi les communautés de personnes qui travaillent avec des éléments de connaissance ou d'informations scientifiques dont on ne sait plus vraiment s'ils sont couverts ou non par des brevets. Le nombre et les coûts des procédures de contestation ont crû à proportion de l'incertitude qui caractérise aujourd'hui nombre de situations. De surcroît, le fait de breveter des fragments de connaissance (comme c'est le cas des séquences de gènes) a conduit à ce que l'on a désigné comme « la tragédie des anticommons ». Des communautés de chercheurs ont vu leur accès à une connaissance de base entravée par l'existence de myriades de brevets, ce qui a nui au progrès de la recherche.

C'est dans ce contexte que l'on a assisté à la naissance, ou pour mieux dire à la renaissance, des communs.

Les communs comme solution aux excès de l'exclusivisme

Les « nouveaux communs », les communs scientifiques qui s'inspirent souvent des formes juridiques qui caractérisaient les anciens communs fonciers (pâtures, forêts, pêcheries, etc.) se sont développés à partir de deux grandes sources d'inspiration.

La licence *copyleft* comme réaction au mouvement des « enclosures¹ » frappant le logiciel

Pour bien comprendre l'origine du « retour des communs », il est intéressant de revenir sur le contexte qui a donné naissance aux logiciels proposés en *open source* (FLOSS, *free/libre and open source software*). Le *software* a été en effet un des précurseurs de l'affirmation des communs scientifiques. Il faut ici rappeler qu'aux commencements de l'industrie informatique, seule la machine était vendue, le *software* était livré gratuitement. Des communautés d'utilisateurs étaient en charge d'élaborer les *softwares* et échangeaient entre elles pour sans cesse les perfectionner. Jusqu'au jour où certains acteurs du domaine (Bill Gates, Steve Jobs pour ne citer que les plus célèbres) ont compris que les logiciels, s'ils étaient couverts par des droits exclusifs et, à partir de là, « marchandisés », pouvaient représenter une véritable mine d'or. Ils ont alors obtenu la brevetabilité des logiciels. Le marché des *softwares* est ainsi né.

Ce changement de statut des logiciels a eu des conséquences dramatiques pour la communauté des informaticiens utilisant les grands systèmes informatiques et en charge de la maintenance de ces machines. En effet, avec la brevetabilité, ils n'avaient plus accès aux codes sources et ne pouvaient plus exercer leur métier correctement, assurer la maintenance, les corrections des *bugs*, et faire progresser les logiciels. Ils ont alors inventé le « logiciel libre », avec code source « ouvert » et partagé. Ils ont fait du logiciel un « bien commun ». Cette initiative s'est ensuite matérialisée par une innovation juridique de très grande portée : la licence « *copyleft* ». Cette licence permet aux usagers d'accéder librement à une base de données. Souvent on pose alors comme condition que les informations prélevées dans la base ne soient pas utilisées à des fins commerciales, et que tout développement apporté à partir des informations prélevées soit déposé dans la base aux mêmes conditions de libre accès. Il s'agit ainsi de protéger juridiquement l'intégrité de la base de données et d'inciter les usagers et exploitants virtuels à se joindre à la communauté des usagers et développeurs. En matière d'incitation à innover, cette incitation juridique à coopérer s'est révélée largement aussi puissante que n'importe quel brevet. Au fond, avec les communs, il s'agit d'une nouvelle manière de stimuler l'innovation et d'assurer sa diffusion. Je reviendrai sur ce point central.

¹ [NDLR] Historiquement, on appelle « *enclosures* » le phénomène de remembrement des terres agricoles qui a lieu en Angleterre à partir de 1500. Aujourd'hui, il désigne littéralement le pré-carré, ou l'accaparement des ressources.

Le travail effectué par Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie en 2009

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le travail effectué par Elinor Ostrom et les équipes de chercheurs de l'université d'Indiana (États-Unis) sur les communs. Au départ, ces chercheurs se sont concentrés sur l'étude des communs dits « naturels », c'est-à-dire des formes d'exploitation partagée de terres agricoles, notamment (mais pas exclusivement) dans les pays du Sud. Ostrom a alors mis en évidence différentes formules juridiques qui expliquent la formation des communs et les différents types de communs existants. Mais il a aussi expliqué en quoi ces formes de partage sont à la fois nécessaires (pour préserver les équilibres écologiques et assurer la survie des populations locales) et efficaces. Ces travaux démontrent qu'à côté des exploitations fondées sur des droits de propriété exclusive, il existe – et a toujours existé – d'autres traditions d'utilisation du droit, construites sur l'idée que la propriété est constituée de différents attributs qui peuvent être alloués à des entités variées. Il s'agit ici du fondement conceptuel et juridique des communs.

Par la suite, Ostrom et ses collaborateurs (notamment sur ce point Charlotte Hess) ont montré que ce même principe de droits partagés pouvait parfaitement s'appliquer au cas des communs « intellectuels » visant l'accès partagé à des ressources informationnelles.

Elinor Ostrom distingue ainsi cinq types de droits : le droit d'accès (dans le cas qui nous occupe : à une base de données par exemple), le droit de prélever des informations de cette base, le droit de la gérer, le droit d'exclure certains prétendants de l'accès à la base, et enfin le droit d'aliéner (c'est-à-dire vendre ou céder) la base de données considérée. Ostrom montre alors (avec force exemples à l'appui) comment ces différents types de droits peuvent être distribués entre différentes catégories d'individus.

En pratique, un commun se définit aussi à partir de trois ensembles de critères. Le premier ensemble relève de la nature de la ressource qui est mise en commun. Certaines ressources, telles la connaissance, se prêtent plus facilement que d'autres à cette mise en commun. Le deuxième ensemble de critères correspond au régime de propriété associé à ce commun. On s'interroge alors sur la nature des licences, et plus généralement des droits, attribués à chacun des participants au commun. Enfin, le troisième ensemble relève de la mise en place de structures de gouvernance du commun. Les partenaires associés dans le commun ayant en général des intérêts particuliers différents, il s'agit de gérer ces différences en trouvant les bonnes règles et les bons équilibres. Tout commun est une construction institutionnelle entre des acteurs qui ont un intérêt à partager des connaissances et qui établissent entre eux des règles.

Un point essentiel distingue les communs « fonciers » (ou naturels) et les communs « informationnels ». À la différence des communs naturels, les communs scientifiques ou informationnels sont caractérisés par le fait que le chercheur participant au commun n'est pas intéressé seulement par l'exploitation de la ressource (comme c'est par exemple le cas de pêcheurs associés dans un commun dédié à l'exploitation des ressources d'un lac, ou d'une rivière). En général, le participant à un commun constitué par des ressources informationnelles est intéressé

non seulement par l'accès et le prélèvement de la ressource informationnelle, mais aussi par son développement, c'est-à-dire à l'additivité de la connaissance que permet la participation au commun. On peut même considérer que le trait caractéristique d'un commun informationnel est qu'il comporte des règles relatives à l'addition d'informations et de connaissances dans la base mise en commun. Par exemple, Wikipédia est un commun de connaissances au sein duquel les individus peuvent librement intervenir afin d'ajouter des informations. Cette règle d'addition peut entraîner des problèmes de qualité et de fiabilité des articles. C'est la raison pour laquelle des règles de « gestion » (notamment celle relative à l'addition d'informations dans la base commune) doivent clairement être posées. Celles-ci sont un élément essentiel du mode de gouvernance du commun.

Communs et innovation

Pour conclure je voudrais insister sur le fait que la théorie et la pratique des communs font faire un bond considérable à la réflexion sur l'innovation. Les formes juridiques nouvelles que représentent les communs permettent d'échapper à l'alternative de type 0/1 : soit le droit exclusif, soit l'absence de toute propriété. Les communs remplissent un vide. Ils proposent des cadres intermédiaires entre les deux situations extrêmes de propriété exclusive et d'absence de toute forme de propriété.

Au-delà, les communs constituent aussi une manière originale de produire de la connaissance et de la diffuser qui se distingue de la tradition classique des laboratoires (et/ou des chercheurs) mis en concurrence les uns avec les autres. Les communs créent des communautés d'innovateurs. Ils introduisent des incitations à innover nouvelles et puissantes, ainsi que des formes originales et puissantes permettant d'assurer leur diffusion. Ceci posé, la construction des communs doit affronter et surmonter de nombreux défis. La construction d'un commun exige de bien identifier les parties prenantes, de trouver la juste distribution des droits et de l'accès à l'information, de définir les règles du jeu et de fixer les bonnes structures de gouvernance. En travaillant sur ces questions, je me suis rendu compte qu'il existait des dizaines de milliers de communs, et autant de structures institutionnelles qui les portent et les font vivre. En fait, on a affaire à un véritable mouvement social, diversifié, ample, très actif. Ce type de pratiques est en pleine expansion et notamment très développé depuis longtemps dans le domaine du logiciel libre. Les communs connaissent actuellement une forte progression dans le monde des biosciences. On ne peut

que souhaiter que ces formes nouvelles de production de connaissance et d'innovation trouvent à l'avenir toute leur place dans ce monde.

TIRÉS À PART

B. Coriat

DISCUSSION

De la salle

Du point de vue d'un sociologue, il peut sembler étonnant qu'il existe des formes de résistance au « biocapitalisme ». Comme l'a souligné Benjamin Coriat, les communs existent depuis longtemps et regroupent des individus ayant des dispositions et des intérêts communs. Pouvez-vous nous parler plus précisément de ces individus et des fabricants de communs ? Serait-il également possible d'obtenir plus de détails concernant l'*American Civil Liberties Union* ?

Benjamin Coriat

Différentes motivations peuvent inciter des individus (ou des groupes d'acteurs) à entrer dans des communs ou à en établir de nouveaux. La nécessité et la survie constituent les raisons principales dans un certain nombre de cas. Par exemple, les personnes chargées de la maintenance des grands systèmes informatiques n'avaient plus accès au code source et étaient en danger de ne plus pouvoir correctement exercer leur métier, ce qui aurait fragilisé la fiabilité des grands systèmes. La nécessité d'améliorer cette situation les a conduits à recourir à des communs. En ce qui concerne le domaine des semences, il existe des risques de destruction de la biodiversité. La seule manière de préserver celle-ci est d'assurer la conservation de toutes les espèces dans des banques de données en constituant ainsi un commun. La nécessité est ainsi un motif important.

Toutefois, d'autres considérations peuvent conduire à la création de communs. Pour un certain nombre d'acteurs, le fait d'accéder à une connaissance partagée et de s'assurer ainsi un accès à des compétences disponibles dans des bases de données, constitue une garantie de leur propre progression intellectuelle et professionnelle. L'accès partagé présente de nombreux avantages pour de nombreuses collectivités de chercheurs. Un intérêt individuel peut également être à l'origine de l'entrée dans un commun. Par exemple, un grand nombre de développeurs qui participent à la conception de logiciels libres se font un nom dans le métier grâce à ce travail, ce qui favorise leur parcours professionnel ultérieur. Les motivations sont donc multiples. Il s'agit d'un mouvement très puissant et diversifié d'individus et de communautés qui ont des motifs multiples de s'associer pour coopérer.

Paul de Brem

La nécessité est-elle est un élément primordial lorsqu'un commun est initié ? Cette idée se vérifie-t-elle dans le domaine des biotechnologies ?

Benjamin Coriat

Les scientifiques seraient plus à même de répondre à cette question. Pour ma part il me semble que la mise en place d'un commun peut être très intéressante pour des communautés de chercheurs scientifiques motivés par le progrès de la connaissance et par l'importance des retombées en termes de bien-être.

De la salle

Je souhaiterais évoquer le cas des banques d'échantillons. Il s'agit d'un domaine qui nécessite, du fait des recherches scientifiques qui sont menées, l'accès à un nombre très conséquent d'échantillonnages. Aucun groupe de chercheurs n'est en mesure de rassembler à lui seul les échantillons nécessaires. Un mouvement de partage s'est ainsi développé. Dans quelle mesure pensez-vous que la nature et la nécessité des communs sont liées à la manipulation de l'information ou du produit ?

Dominique Stoppa-Lyonnet

De nombreux exemples de communs existent dans le domaine de la biologie. Après l'identification des gènes de prédisposition aux cancers du sein et de l'ovaire, de nombreuses questions restent posées : quels risques, quels facteurs modificateurs des risques, quelles significations biologiques et cliniques de variations de séquence des gènes *BRCA1* et *BRCA2* ? Il est indispensable de réunir des données et des acteurs afin de rendre ce travail possible. En ce qui concerne le cancer du sein, il existe trois consortiums internationaux qui réunissent un grand nombre de laboratoires, de médecins et de patients. Ils sont seuls en mesure de mener des études très larges pour répondre aux questions indiquées plus haut : IBCCS (*international BRCA1/2 carrier cohort study*), CIMBA (*consortium of investigators of modifiers of BRCA1/2*) et ENIGMA (*evidence-based network for the interpretation of germline mutant alleles*).

Benjamin Coriat

Dans le monde de la recherche, les communs sont des formes d'autant plus appropriées et adaptées qu'elles organisent la coopération « amont » dans la production de connaissances. Les ressources de la recherche fondamentale ainsi mises en commun permettent de s'opposer à la montée de l'exclusivisme qui peut être à l'origine de « tragédies des anticommuns » et entraver le progrès de la connaissance.

De la salle

Les communs correspondent à des entités juridiques. Un nouveau cadre juridique a-t-il été créé afin de rendre

possible l'existence des communs, ou bien ceux-ci utilisent-ils le droit de la propriété intellectuelle ?

Benjamin Coriat

Il n'existe pas de cadre juridique standard pour les communs. Ceux-ci utilisent les cadres juridiques de la propriété intellectuelle (et quelquefois du droit de propriété tout court), non en les subvertissant mais en proposant des alternatives à l'exclusivisme, en imaginant d'autres manières d'utiliser les ressources juridiques proposées par le droit de propriété. Il serait très difficile d'imaginer une formule standard. En effet, chaque commun est spécifique et doit fixer ses propres règles d'accès, de prélèvement et de partage de la ressource mise en commun.

De la salle

La dernière question posée met en avant une faiblesse. Il est nécessaire de distinguer la propriété elle-même et l'usage qui en est fait. Un système de brevets existe dans le secteur de la biologie. Il s'agit alors de respecter ce droit. Par ailleurs, une communauté doit faire attention à l'introduction de nouveaux partenaires. En effet, le droit de la concurrence pourrait sanctionner des communs qui ne permettraient pas à des personnes extérieures de pouvoir prendre part à ces entités. La notion de *patent pool* est intéressante en la matière.

Benjamin Coriat

Le fait de déposer des brevets n'est pas une obligation pour les participants à un commun. D'autres formes de protection peuvent être trouvées. Même lorsqu'un brevet est déposé, le détenteur de celui-ci n'est pas tenu d'user de son droit d'exclusivité en vue d'exclure tout le monde. Il est par exemple possible de proposer des licences permettant, dans des conditions définies, l'accès à la connaissance brevetée. Par ailleurs, un *patent pool* au sens strict n'est pas un commun. Le fait que des détenteurs de brevets se mettent ensemble et se cèdent des droits d'usage afin de contribuer à verrouiller un marché n'est pas assimilable à un commun. L'existence d'un commun se traduit par le fait qu'il existe, en dehors des individus qui se cèdent un usage exclusif et réciproque, des règles d'accès et de partage qui dépassent les initiateurs du consortium.

De la salle

Le fait de contester un brevet ou de mettre en place un commun a été mis en avant. Toutefois, il est également important de mentionner la stratégie qui consiste à pirater les connaissances et à ne pas respecter les droits de propriété intellectuelle. Que se passe-t-il lorsqu'un brevet relatif au secteur de la recherche sur le cancer n'est pas respecté ?

Dominique Stoppa-Lyonnet

À partir de 2004, des financements ont été accordés en ce qui concerne la réalisation des tests. Le ministère de la Santé nous encourageait en quelque sorte à agir en qualité de contrefacteurs. En Europe, Myriad

Genetics n'a pas entrepris de démarche juridique contre les laboratoires. En revanche, des démarches sévères ont vu le jour aux États-Unis. Un laboratoire de Philadelphie qui conduisait des tests génétiques a dû mettre un terme à ses activités.

Par ailleurs, il est important de rappeler que nos institutions nous incitent à breveter. Une politique de mise à disposition, qui se traduit par la création de licences assez larges, a été instaurée. ♦

► En écoutant les différents intervenants, il apparaît que différentes modes se succèdent. La commercialisation a été très prisée, avant de laisser la place à l'émergence des communs. Il est nécessaire de réfléchir aux moyens d'établir des transitions entre ces diverses modes. Le commun présente de nombreux avantages, mais n'est pas encore parfait et connaît certaines insuffisances. Par exemple, aucun contrôle sur la qualité des données en matière de cellules souches n'est possible. L'exemple de l'affaire de Myriad Genetics est également très intéressant.

Il est désormais important de passer des idées à la réalisation des projets. Les communs connaissent un problème de financement. La période qui arrive correspond à un moment de transition qui devrait permettre aux différents acteurs de proposer des solutions. ◀

Benjamin Coriat

Les communs relèvent d'initiatives d'acteurs librement associés. Ceux-ci se donnent les règles qu'ils souhaitent. Il ne s'agit pas de créations publiques. Toutefois, des financements sont nécessaires pour permettre l'existence des communs. Par ailleurs, ces entités ne constituent pas une solution miracle et ne sont pas appelées à se substituer à tout. Il s'agit d'une solution intéressante à la crise de l'excès d'exclusivisme dans laquelle nous sommes entrés.

De la salle

La notion de biologie synthétique présente également un intérêt. Il est en effet probable que les communs

rencontrent certains problèmes dans ce domaine. Les professionnels de la biologie de synthèse ont pour habitude de tout mettre en commun, ce qui peut s'avérer problématique en matière de qualité et d'échange des données. Des données académiques sont utilisées en vue de fabriquer une nouvelle biologie. Or les échanges ne sont pas contrôlés. Les sociologues interviennent toujours en aval et lorsque des difficultés apparaissent. Il serait intéressant de leur permettre d'agir en amont afin qu'ils puissent proposer des réflexions et des solutions.

Benjamin Coriat

Je ne suis pas un spécialiste de la biologie synthétique. Toutefois, il est en effet nécessaire que ce domaine soit réglementé. Les produits de synthèse peuvent être comparés aux produits dérivés des banques, qui ont posé de nombreux problèmes durant la crise. Ce domaine d'activité doit continuer d'exister, à condition que des réglementations plus précises soient élaborées.

Fabienne Orsi

Les propos des différents intervenants semblent mettre en avant une confrontation entre le commun et le brevet, ce qui est quelque peu gênant. En effet, parler des communs suppose de s'interroger sur la notion de la gouvernance. La question du modèle de gouvernance et de la qualité de celui-ci est centrale. En ce qui concerne la biologie de synthèse, il est important de s'intéresser à la réglementation, mais aussi et surtout au modèle de gouvernance mis en place par la communauté.

De la salle

L'aspect culturel inhérent à la philosophie des communs doit également être pris en compte. En Chine, la vision conceptuelle de la propriété intellectuelle est différente. Il serait intéressant d'analyser la manière dont les Chinois se comportent en la matière. Par ailleurs, la notion de propriété intellectuelle fait appel à la création de brevets, mais également de dessins, de modèles et de marques. La philosophie des communs s'est répandue dans le monde artistique, avec l'apparition des *Creative Commons*. Toutefois, cette situation a pour effet d'assécher certaines filières économiques. Lorsque l'information est mise en commun, les opérateurs ne paient plus en vue d'obtenir certaines données.

Benjamin Coriat

Tout d'abord, je me suis récemment rendu en Chine. Les Chinois sont passionnés par la question des communs. Leur situation antérieure relevait d'un régime de propriété collective totale. Or, ils sont en train d'évoluer vers des régimes de propriété exclusive. L'idée d'une formule intermédiaire entre ces deux extrêmes les intéresse très fortement. Les communs ont été d'ailleurs développés à plus forte raison dans l'agriculture chinoise.

Ensuite, les *Creative Commons* relèvent de modèles juridiques. En matière de propriété artistique, le modèle des *Creative Commons* permet aux auteurs d'indiquer ce qui est légal ou non. Par exemple, un auteur peut accepter que son œuvre soit reproduite, sauf à des fins commerciales. Cela permet de garantir la diffusion de l'œuvre et d'interdire à quiconque de l'exploiter à des fins commerciales à l'insu de l'auteur. De nombreux jeunes créateurs désireux de se faire connaître prennent part à des *Creative Commons*.

De la salle

Certaines marques de biotechnologie disposent d'un droit de propriété industrielle et représentent l'image de la société. Cette dimension est importante. En effet, les droits s'exercent autour du produit et de l'innovation.

Par ailleurs, un des objectifs inhérents à la création de droits de propriété intellectuelle correspond au fait de promouvoir l'innovation. Un équilibre entre les communs et l'exclusivisme doit être établi. Les communs prennent une importance croissante. Il est alors important d'insister sur la notion de dérivé. Les droits de propriété et d'exclusivité doivent s'exercer sur les produits innovants. L'affaire Myriad Genetics a permis de faire évoluer le domaine de la brevetabilité des gènes aux États-Unis. En effet, l'arrêt Myriad implique que les méthodes de diagnostic ne soient plus brevetables, ce qui pose un réel problème économique. Un tel système peut avoir pour effet de freiner l'innovation dans le domaine du diagnostic.

De la salle

Une évolution peut également être remarquée dans le domaine de la biologie moléculaire. Pensez-vous que les recherches en amont relatives au gène *BRCA1* vont favoriser l'apparition des communs ? Si oui, s'agira-t-il alors de communs multipolaires ? Des groupes de communs rivaux ne sont-ils pas en passe de se constituer ?

Dominique Stoppa-Lyonnet

Des communs s'établissent au niveau de la génération des connaissances. Il est possible de s'interroger quant à la durée de vie des plates-formes de biotechnologie. Une réflexion a été initiée au niveau français afin de répondre à cette question. De nouvelles machines sont en train d'apparaître. L'analyse bio-informatique sera à l'avenir rendue plus facile. ♦